

Approvisionnements d'énergie—Loi

dans l'instabilité d'une élection générale, ensuite d'assurer à brève échéance la distribution pan-canadienne de notre pétrole de l'Ouest.

Il n'en demeure pas moins pour autant qu'Ottawa s'est arrêté à mi-chemin dans son effort visant à atteindre à une sécurité canadienne au chapitre de la stabilité dans le secteur de l'énergie.

Ayant décidé de maintenir le gel des prix du pétrole pour l'ensemble du Canada, exception faite des provinces de l'Est, le Québec inclus, le gouvernement fédéral ne craint pas de créer à l'intérieur d'une même loi et, en deça des mêmes frontières, deux classes de citoyens.

Ce n'est pas moi qui dis cela, monsieur le président, mais un éditorialiste très objectif. Il a souvent félicité le gouvernement, il l'a de temps à autre censuré, et j'ai pensé que cet exposé méritait d'être lu à la Chambre.

Or, ayant décidé de maintenir le gel des prix du pétrole dans l'ensemble du Canada, exception faite, comme je le disais tantôt, du Québec et des autres provinces de l'Est, le gouvernement central a donné cette responsabilité aux provinces, alors qu'il est le seul à être favorisé par la hausse actuelle des prix. Et je continue la citation:

En passant ainsi cette responsabilité aux gouvernements provinciaux, il se moque des gens et, pour bien le comprendre, il faut analyser de près la structure de la taxe sur le pétrole.

Par contre, Ottawa de son côté profite au maximum du marché à la hausse puisqu'il impose sa taxe en terme de pourcentage sur le prix de vente au grossiste, taxe qui, bien sûr, est de toute manière refilee au consommateur. C'est donc dire que c'est Ottawa qui, le premier, devrait venir en aide au consommateur, ce qui, bien sûr, n'interdit pas pour autant aux provinces de lui porter aussi une main secourable.

Il ne fait aucun doute que cette situation fera l'objet d'une bonne partie de la conférence fédérale-provinciale sur l'énergie...

Je dois dire qu'à mon avis, cette conférence vient trop tard.

... lorsqu'elle réunira tous les premiers ministres à Ottawa, en janvier, ce qui n'empêche cependant pas que, dans l'intervalle, rien ne sera fait pour soulager le consommateur contribuable qui est condamné, par surcroît, à être livré pieds et poings liés aux affres d'une nouvelle spirale inflationniste déclenchée par cette hausse galopante des prix de l'énergie.

Il faut noter, en plus, qu'Ottawa est le seul niveau de gouvernement à taxer l'huile à chauffage qui ne constitue pas au Canada, est-il nécessaire de le souligner, une denrée de luxe.

Le ministre du Bien-être et de la Santé nationale aura affirmé avec emphase qu'il a fait le nécessaire pour que les bénéficiaires d'aide sociale n'aient pas à souffrir de cette hausse des prix. Il n'en demeure pas moins qu'en agissant de la sorte il leur présente un cadeau de Grec.

Il donne d'une main ce qu'il reçoit doublement de l'autre et, dans bien des cas, des personnes mêmes à qui il accorde une «compensation».

Il semble bien que si le Nouveau parti démocratique...

Je regrette qu'il n'y ait présentement aucun député de ce parti à la Chambre. Je continue la citation:

... qui accordera son appui aux libéraux demain à l'occasion du vote sur la motion de blâme conservatrice, est sincère dans son intention de venir en aide d'abord aux Canadiens les moins fortunés, il se doit de placer tout le poids de la balance du pouvoir qu'il détient en faveur d'une détaxation du pétrole.

Il s'agirait là d'un geste favorable au consommateur!

Monsieur le président, cet éditorial mérite une certaine considération. On n'y blâme pas nécessairement le gouvernement, mais on l'invite à considérer l'importance de la crise que nous traversons actuellement au Canada, de même que les difficultés et les inquiétudes qu'elle engendre pour les Canadiens. Dans nos circonscriptions, chaque fin de semaine, plusieurs personnes nous demandent ce qui va se produire, et si le gouvernement va assurer les approvisionnements nécessaires. Donc, ce n'est pas une affaire de production. Il semble que nous produisons

[M. La Salle.]

suffisamment de produits pétroliers pour nous chauffer cet hiver. Il semble que le problème en soit un de transport et d'approvisionnement. L'absence de politique à long terme fait que la population du Canada est inquiète, et avec raison. Une crise à l'échelle du monde embarrasse également le gouvernement. Il est sûr que notre rôle est de faire au gouvernement des recommandations et des suggestions utiles, espérant qu'il les considérera. A mon avis, mes propos ont été très pratiques. Je suis bien prêt à collaborer à l'établissement d'une politique nationale qui ferait régner l'équité au pays, mais si cette mesure n'assurerait pas l'égalité de prix pour l'Est et pour l'Ouest, je serais très mal placé pour l'appuyer.

J'aurais souhaité que les provinces soient conviées à une rencontre avant que le bill ne soit présenté. Je doute que le bill, s'il est adopté, réponde à tous les critères et à toutes les aspirations des provinces. Le manque de consultations préalables avec les provinces nous amène toujours à croire que le gouvernement fait erreur, et malgré cela nous sommes tout de même appelés à prendre position sur une crise, un problème qu'il est urgent de régler. J'ose croire que les députés du Québec s'acquitteront de leurs responsabilités en obtenant du gouvernement l'égalité de prix dans l'Est et dans l'Ouest, pour que les citoyens du Québec ne paient pas leurs produits plus cher que ceux de l'Ouest.

M. Albert Béchard (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question à l'honorable député de Joliette?

M. La Salle: Je suis d'accord, monsieur le président.

M. Béchard: Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Joliette a parlé de division, de deux parties du pays, l'Est et l'Ouest. Se souvient-t-il que la ligne Borden est l'œuvre d'un gouvernement conservateur progressiste dont il a déjà fait partie, et auquel il a juré de ne plus appartenir? De plus, sait-il que c'est le gouvernement conservateur progressiste précédent qui a divisé le pays en deux? Il a aussi parlé de la politique relative aux grains de provende. Sait-il également que cette discrimination entre l'Est et l'Ouest au sujet des grains de provende est une œuvre encouragée par les gouvernements conservateurs progressistes, et spécialement par celui du très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker)?

● (2120)

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que la question portant sur ce qu'il est convenu d'appeler la ligne Borden entre dans le cadre de ce débat mais que, par contre, celle ayant trait aux grains fourragers aurait pu être reportée à plus tard. Écoutons maintenant la réponse du député de Joliette (M. La Salle).

[Français]

M. La Salle: Monsieur le président, j'ai tenté d'émettre des opinions très objectives. Je me soucie très peu du fait que ce soit le parti conservateur progressiste ou le parti libéral qui a adopté cette politique. Je dis simplement maintenant au gouvernement de ne pas commettre les erreurs qui ont déjà été commises. Que ces erreurs aient été commises par un gouvernement ou l'autre, et je suis très à l'aise pour en parler, cela est sans importance. Je dis simplement au gouvernement que si le parti conservateur progressiste a commis des erreurs, il n'est pas défendu de croire que le parti libéral ait pu également en commettre. Il est important qu'on ne répète pas les erreurs qui ont été commises. J'ai tout simplement demandé au gouvernement actuel de